

DÉMOROUTE - SOUCY (YONNE)

COMMENT RAISONNENT
LES INVESTISSEURS ?

Le microcosme des spécialistes de l'entretien des infrastructures vertes routières s'est retrouvé à la 12^e édition de Démoroute, les 5 et 6 juin derniers, dans l'Yonne. Ces rencontres sont utiles pour communiquer entre responsables de parcs matériels et fabricants, s'informer et mesurer les projets d'investissement.

Représentant le monde de ceux qui sillonnent nos routes pour les rendre plus sûres, belles et respectueuses de l'environnement, l'événement Démoroute a fait de son itinérance un trait caractéristique. Après s'être déroulé dans les Vosges en 2018, le voici accueilli cet été dans un karting icaunais, à Soucy. Comment choisir un matériel en adéquation avec ses missions ? Comment l'entretenir et surveiller sa conformité ? Comment optimiser ses techniques ? S'adressant aux utilisateurs et exploitants de machines, cette 12^e édition de Démoroute, comme les précédentes, tient à son approche pragmatique. Organisée par le Cisma*, elle reste parmi les rares événements à recevoir des professionnels d'ordinaire discrets, issus de collectivités territoriales, de services techniques communaux, de sociétés d'autoroutes. Comment ces professionnels évaluent-ils les besoins ? Quels sont leurs critères de choix ? Perçoivent-ils dans les tendances actuelles des outils prometteurs pour leur parc ? Une trentaine de visiteurs, parmi les 248 qui ont fréquenté le salon, représentaient les conseils départementaux et sociétés d'autoroutes : une rare occasion d'aller en interroger certains. ■ DELPHINE LAURE

* Le Cisma vient d'être rebaptisé « Evolis » à la suite de son rapprochement avec l'organisation professionnelle Proffluid.



ÉTIENNE WEBRE

Etesia a mis en valeur ses tondeuses à gazon et autoportées.



C'EST L'AVIS DE...

JEAN-FRANÇOIS HAMON

Agent commercial chez Schäfer-Technic

« NOUS SOMMES À UNE PÉRIODE CHARNIÈRE »

« Notre objectif, en tant que constructeur – Schäfer-Technic fabrique des véhicules de traitement routier –, n'est plus de recréer des chaussées mais de les entretenir, de les réparer voire d'anticiper leur dégradation. Alors que les budgets attribués au maintien des routes se réduisent, nous développons notre rôle de conseiller, car, bien souvent, une détérioration de voie est un cas unique, pour lequel il faut mettre en œuvre une technique, et donc une machine. De plus en plus décisionnaires en matière d'investissement, les communautés de communes admettent leur besoin d'être accompagnées : elles réalisent que la majorité de nos routes, 60 ans après leur construction, ont besoin d'être rénovées et, peu à peu, adhèrent à l'idée qu'il faut raisonner en termes d'entretien, et non plus en termes de reconstruction. Nous sommes à une période charnière et nous observons par ailleurs un changement générationnel chez les utilisateurs. Ces derniers attendent de trouver un juste milieu entre la technique de leurs appareils et leur facilité de mise en œuvre. La sécurité est un autre point sur lequel nous travaillons. Sachant que la lutte contre les troubles musculosquelettiques, par exemple, n'est pas forcément vue comme un progrès. Certains compagnons craignent des cadences de travail majorées au motif qu'ils exécuteraient plus vite, aidés par des technologies supplémentaires. »



C'EST L'AVIS DE...

JOSÉ RAY

Chef du parc matériel du conseil départemental du Val-d'Oise

« EXPORTER LA MATIÈRE »

« Confrontés à l'épineuse question du devenir des herbes fauchées – et donc polluées – qu'il est préférable, selon nous, de ramasser, nous projetons d'investir, en 2020 ou 2021, dans un outil d'aspiration. Celui-ci devrait permettre de les collecter tout en maintenant entier le



D.R.

problème de leur destination. Pour l'heure, les usines de traitement se heurtent aux débris que ces fauches charrient. À plus brève échéance, notre conseil [départemental] devrait consacrer une bonne part de son enveloppe annuelle d'environ 800 000 € aux outils. Nous cherchons à les doter d'automatismes, de

signalisations embarquées, de systèmes de géolocalisation et de connectiques en cas d'urgence. Nos commandes s'enclenchent généralement au cours du premier semestre. Notre politique départementale d'achat est collaborative ; l'avis du service du parc matériel entre pour moitié dans le choix final. L'un des bémols que nous voyons se creuser d'année en année, c'est le délai de livraison. Il peut s'étirer, sur certaines machines, jusqu'à un an et demi. »

PERSPECTIVE

BAPTISTE BRUGIÈRE

Responsable du parc matériel chez Cofiroute – Vinci Autoroutes

« NOTRE FER DE LANCE :
LA VIABILITÉ HIVERNALE »

« Même si nous sommes souvent engagés dans des contrats-cadres, pilotés par la maison mère, cela ne nous empêche



D.R.

pas de nous imprégner des démonstrations et de suggérer des idées d'investissement. Forte d'un millier d'équipements, Cofiroute ne cesse de rechercher des solutions pour optimiser ses moyens matériels, en particulier ceux liés à la viabilité hivernale. Ce sujet est majeur pour notre société, qui va tendre ces prochaines années à uniformiser

encore plus ses types de matériels sur l'ensemble du réseau, c'est-à-dire 1211 km couvrant le centre-ouest de la France. Dans le domaine de l'entretien des infrastructures vertes, nous utilisons, en plus des machines classiques, un robot radiocommandé broyeur de végétation que nous déplaçons selon les besoins de nos chantiers en Île-de-France. »



REPÈRES

CENTRE IFC

ENGINS RADIOCOMMANDÉS FORMER LES PILOTES AU TRAVAIL EN SÉCURITÉ

L'Institut de formation continue roannais (IFC), emmené par son PDG Laurent Noblet, est l'un des premiers à avoir senti le vent tourner en faveur des débroussailleuses radiocommandées. Tant et si bien que, depuis cette année, il inclut dans son portefeuille de formations un module de deux jours consacré à la prise en main de telles machines. « L'utilisation de ce type d'engin n'étant pas (encore) reliée à une recommandation spécifique de Caces*, les professionnels ne voient malheureusement pas tous l'intérêt de se former », confie Yves Guesnier, formateur à l'IFC. Peut-être l'avenir ouvrira-t-il le champ à un certificat d'aptitude à la conduite pour cette catégorie, comme l'institut roannais le juge souhaitable. « Pilotant au côté de la machine radiocommandée, l'opérateur est tenté de minimiser le danger, ce qu'il fait moins dans le poste de pilotage d'un tracteur ou d'un porteur. Une débroussailleuse contrôlée à distance est plus imprévisible », estime Laurent Noblet. Malgré cet état de fait, ces machines devront attendre d'être plus amplement employées pour prétendre à un Caces à part entière recommandé par l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS). « Ceci n'empêche pas le fait que le conducteur d'un engin d'entretien d'espaces verts doit recevoir une formation adéquate et une autorisation de son employeur avant d'exercer. Si son équipement est considéré comme un matériel de chantier, il pourra entrer dans la famille des outils recommandée par le texte R.372. Celui-ci sera modifié en R.482 à compter du 1^{er} janvier 2020 », précise Thierry Hanotel, expert à l'INRS.

* Caces : certificat d'aptitude à la conduite en sécurité.



Nombreuses démonstrations de robots radiocommandés dans les pentes avec les marques Energreen, Ferri, KommTek (ATC Vert-Tech), McConnel (Payen), SMA.



Lieu d'information pour les professionnels de l'accotement routier, le salon Démoroute est aussi apprécié pour son caractère convivial.

ÉTUDE CISMA

UNE DIZAINE DE DÉPARTEMENTS VEULENT INVESTIR D'AVANTAGE



D.L.

Le département du Doubs fait partie de ceux qui bénéficient d'une enveloppe d'investissement majorée cette année. Avec 32 M€ à sa disposition, l'équipe entend privilégier l'entretien. Le gravillonneur Blow-Patcher de Schäfer-Technic, en arrière-plan, a intégré la flotte.

Le Cisma*, syndicat représentant les métiers de la construction, des infrastructures, de la sidérurgie et de la manutention, réalise tous les ans une étude cartographiant les intentions d'investissement en matériel des conseils départementaux. Sur les 54 départements ayant participé à l'étude, 11 (20 %) ont répondu qu'ils projetaient une augmentation de leur budget en matériels de chantier au cours de l'année 2019. Quarante autres, soit une majorité (74 %), estiment que le montant de leur enveloppe n'évoluera pas. Les trois derniers prévoient une diminution. L'étude montre par ailleurs que les équipements les plus demandés cette année seront les tracteurs, les faucheuses et les matériels de viabilité hivernale. Dans une moindre mesure, ces mêmes 54 administrations investiront dans des gravillonneurs et pelles hydrauliques. Les fourgons, machines de marquage routier et véhicules légers utilitaires figurent en bonne position d'intention d'achat, et ce, depuis 2017.

* Le Cisma vient d'être rebaptisé « Evolis » à la suite de son rapprochement avec l'organisation professionnelle Profluid.